



IRAN : ÉNERGIE ET GÉOPOLITIQUE

André PERTUZIO*

DIRE QUE L'IRAN EST UN DES PRINCIPAUX PRODUCTEURS d'hydrocarbures de la planète est un truisme. Mais il convient, pour notre propos, non seulement d'étudier le détail de sa problématique pétrolière et gazière mais également d'envisager l'utilisation par les Iraniens d'autres sources d'énergie telle que la nucléaire avec les problèmes qu'elle entraîne et ses conséquences géopolitiques.

L'histoire pétrolière de l'Iran, alors la Perse, commence en 1901 avec la concession de 770 000 km² octroyée à William d'Arcy pour 20 000 livres sterling en espèces, 20 000 actions de la nouvelle société Anglo-Persian Oil et 16% du bénéfice net annuel. Le premier gisement est trouvé en 1908 et la destinée du pays devait désormais dépendre en grande partie des découvertes qui allaient faire de lui le grand producteur d'aujourd'hui ce qui n'alla pas sans les démêlés inhérents aux grandes batailles du pétrole entre les compagnies pétrolières entre elles jusqu'aux Accords d'Achnacarry en 1928 et la domination des « Seven Sisters », puis entre elles et les pays producteurs. Il en fut notamment ainsi en Iran avec l'affaire Mossadegh en 1951. L'Anglo-Iranien devenu par la suite BP dont le capital était majoritairement détenu par l'Amirauté britannique détenait la concession pour tout le pays. Devenu Premier Ministre du Shah, le Docteur Mossadegh exigea d'abord un partage 50/50 des revenus devenu à ce moment la norme internationale puis, devant le refus de la compagnie, nationalisa l'industrie pétrolière et créa une société nationale la NIOC (National Iranian Oil Company). Les compagnies anglo-américaines boycottèrent alors avec succès le pétrole iranien et le Dr Mossadegh dut démissionner après une crise aiguë mais l'affaire ne fut réglée que le 5 Août 1954, l'industrie restant propriété de la NIOC, la distribution de 40% étant assurée par l'Anglo Iranian (BP) et 60% par un consortium international dont la CFP française.

La NIOC devait dans les années suivantes affirmer son contrôle de l'industrie pétrolière en concluant des contrats avec d'autres sociétés que les « majors »,

notamment avec l'ENI d'Enrico Mattei en 1957 où le partage des bénéfices passent à 75% pour la NIOC et 25% pour l'EN, puis d'autres contrats du type « d'entreprise », notamment avec l'ERAP (plus tard Elf/Aquitaine) en 1967 selon lequel la société opératrice n'est plus qu'un entrepreneur agissant pour le compte de la NIOC. Cette tendance de plus en plus nationaliste se fit en accord avec le Shah qui s'en fit le champion, au point d'amener les Etats-Unis à concourir activement à son éviction en 1979 et son remplacement par Khomeyni amené au pouvoir par la révolution, les intéressés découvrant, presque dans l'instant, qu'ils étaient allés de Charybde en Scylla.

Cet historique permet de se rendre compte que le nationalisme pétrolier n'a pas attendu le régime islamique pour exister. Il est d'ailleurs partagé par tous les pays producteurs qui ne sont plus, comme autrefois, les spectateurs des batailles pour le pétrole mais, aujourd'hui largement parties prenantes. Il n'est que de constater le rôle éminent de l'OPEP depuis le choc pétrolier de 1973 et la constitution de sociétés nationales de pétrole dans tous les pays producteurs que la privatisation de certaines d'entre elles, notamment en Amérique Latine à la mode des années 80 n'a vraiment pas dévié de leur rôle à la seule exception de leur doyenne créée en 1910, les YPF d'Argentine, acquise par l'Espagnole Repsol.

L'Energie en Iran c'est essentiellement le pétrole et le gaz naturel, l'hydraulique et le charbon ne représentant qu'un très minime pourcentage. En fait, l'Iran est le deuxième producteur au Moyen-Orient et le quatrième du monde avec 4,1 millions de barils/jour encore que sa production ait diminué puisqu'elle avait atteint 6 millions de barils/jour en 1974 pour retomber à 2 millions après la révolution de 1979 avec, depuis, une augmentation progressive jusqu'à ce jour.

En l'état, l'Iran renferme 18 milliards de tonnes de réserves soit 10% des réserves mondiales tandis que ses réserves de gaz naturel sont les deuxièmes du monde après celles de la Russie, soit 16% des réserves mondiales. Ces simples chiffres montrent sans autre commentaire l'importance énergétique et donc géopolitique de l'Iran.

De cette production pétrolière, 2 400 000 barils/jour sont exportés, soit 120 millions de tonnes alors que la consommation intérieure est de 80 millions de tonnes/an, les besoins énergétiques de l'Iran étant approximativement de 150 millions de tep/tonnes équivalent pétrole par an. Ces exportations sont dirigées à 50% vers les pays industrialisés d'Extrême Orient et destinées certainement à croître à

mesure que les besoins de ces pays, notamment la Chine, augmentent dans la proportion que l'on sait. L'Europe pour sa part reçoit environ 30 millions de tonnes annuellement soit 600 000 barils/jour.

Il est enfin à noter que ces exportations représentent 50% des ressources budgétaires du pays et 80% de ses exportations. C'est assez dire que le pétrole est le moteur de l'économie iranienne mais aussi son soutien car, en dehors de la rubrique énergétique, force est de reconnaître l'impéritie d'un régime qui se traduit par un chômage estimé à 25%.

La supervision du secteur énergétique en Iran est assurée aujourd'hui par le Conseil Suprême de l'Energie et le Ministère du Pétrole. Dans la pratique de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures, c'est, nous le savons, la NIOC qui en est responsable et exerce ses activités soit directement soit avec des contrats conclus avec des sociétés pétrolières internationales à l'exception bien entendu des sociétés américaines qui s'en tiennent strictement à l'embargo imposé à l'Iran par les Etats-Unis (US Executive Order of 1995 interdisant à ces sociétés toute intervention dans le secteur des hydrocarbures iraniens).

L'augmentation prévue de la production, 4,8 millions de barils/jour en 2010 et 5,8 en 2015 rend nécessaire des investissements étrangers ainsi que les moyens opérationnels des sociétés pétrolières internationales. Tel est d'ailleurs aujourd'hui le cas puisque l'on trouve des contrats avec des sociétés telles que Norsk Hydro de Norvège, Lukoil de Russie, ÖMW d'Autriche, Impex du Japon et CNPC de Chine, de Total également, et autres comme nous verrons plus avant avec le projet de gaz naturel de South Pars.

L'Iran a 68 champs en production, pratiquement tous situés près du golfe Persique dans les provinces de Luristan-Khouzestan dont les 6 plus importants assurent 60% de la production. La recherche off-shore se développe notamment grâce aux contrats avec les sociétés étrangères. C'est ainsi que Petrobras, la société nationale brésilienne, a conclu un contrat sur une zone de 8 300 km² dans le golfe Persique où des travaux de sismiques ont déjà été entrepris.

L'aide que peuvent apporter au développement de l'exploration et de l'exploitation les investissements et les activités opérationnels des sociétés internationales est d'autant plus nécessaire que le déclin de nombreux puits et un taux de récupération

en baisse moyenne de 27% sont dus à un entretien insuffisant et certaines carences technologiques.

C'est la raison pour laquelle, si le quatrième Plan de Développement sur cinq ans prévoit des augmentations de production, le Gouvernement s'emploie à redéfinir les lois qui régissent les conditions des contrats d'entreprises avec les sociétés étrangères notamment pour la recherche de nouveaux gisements. Dans ce but, le système contractuel du « buy back » doit être considérablement assoupli car il est pour les sociétés beaucoup moins attrayant et pratique que les contrats habituels dans l'industrie pétrolière comme la concession ou, le plus répandu, celui du partage de production.

Il importe enfin de mentionner deux éléments importants qui caractérisent l'économie iranienne et sa composante énergétique. L'un consiste dans l'existence d'un organisme qui est l'« Oil Stabilisation Fund » créé en 2000 qui a pour objet de garantir le budget national contre les fluctuations des prix du brut. Il est notamment prévu que les revenus pétroliers au-delà des montants prévus au budget soient transférés à ce fond, dans le cas contraire ce dernier est là pour compenser la différence. Il est cependant à craindre que les surplus entraînés par les cours élevés du brut ne servent pas seulement à augmenter les ressources du Fund mais aussi à combler les déficits budgétaires.

L'autre est un système qui contribue à la création de ces déficits budgétaires ou au moins d'un lourd fardeau : il s'agit en effet d'un système de subventions applicable à tous les produits énergétiques qui a pour effet de vendre ces derniers sur le marché intérieur à des prix bien inférieurs à leur prix de revient. C'est ainsi que la différence va de 62% pour l'électricité et 63% pour l'essence jusqu'à 90% pour le diesel et 93% pour le fuel !

Ces subventions représentent 10% du PIB. Leur objectif était de nature sociale pour aider les nombreux défavorisés mais ce système économiquement pervers et ruineux aboutit, entre autre, à une consommation d'énergie unitaire par produit supérieure à la moyenne de l'OCDE !

Cette particularité du marché énergétique iranien est cependant en voie de correction. Le gouvernement n'a pu en effet que s'inquiéter d'une augmentation de la consommation interne que l'activité économique ne justifie pas et ses répercussions

sur les exportations et l'environnement. Déjà les subventions sur le carburant ont été drastiquement réduites et l'objectif est de les réduire de 10% à 1% du PIB en 2009.

Le gaz naturel est, nous l'avons vu, l'autre immense ressource en hydrocarbures de l'Iran. Son exploitation n'est pas encore aussi avancée que celle du pétrole et seulement 10 millions tep (tonnes équivalent pétrole) sont commercialisés avec cette circonstance paradoxale que l'Iran est importateur net de gaz naturel en provenance du Turkménistan (5,7 milliards de m³ soit 5,1 millions de tep) avec un solde négatif de 2,3 milliards de m³. L'abondance des réserves fait cependant l'objet de plusieurs et importants projets de développement notamment celui du gisement du South Pars qui est l'extension de l'énorme champ off-shore du Qatar lui-même troisième détenteur des réserves gazières mondiales. South Park représente lui-même environ 50% des réserves iraniennes. Son exploitation est placée sous la responsabilité de la Pars Oil and Gas Company, filiale de la NIOC et associée à de nombreuses sociétés internationales suivant chacune des 16 phases de développement prévu du gisement dont 8 sont déjà en production.

Sans entrer dans le détail de chacune d'entre elles, il convient de signaler que Total intervient dans le projet South Pars d'une part dans les 2^{ème} et 3^{ème} phases dont la production actuelle est de 29 milliards de m³ en association avec Petronas et Gazprom, d'autre part pour la phase 11 en association avec la NIOC dont la production actuelle est de 29 milliards de m³. D'autres sociétés internationales comme Statoil de Norvège, AGIP d'Italie, Shell et l'espagnole Repsol entre autres sont associées à cet immense projet de South Pars. L'objectif du gouvernement iranien est d'obtenir dès 2010 une production de près de 300 milliards de m³ notamment pour le marché du GNL (Gaz naturel liquéfié) à destination de l'Inde dont certaines sociétés participent déjà à la recherche et à la production en Iran. Il est ainsi prévu de commencer les exportations de GNL vers l'Inde à partir de 2009.

L'objectif des autorités iraniennes est de développer la production de South Pars de manière à utiliser environ 20 milliards de m³/an pour l'exportation sous forme de GNL et la même quantité pour le marché intérieur dégageant ainsi des quantités supplémentaires de pétrole pour l'exportation.

Une autre utilisation du gaz naturel à partir des nombreux autres champs producteurs est également la réinjection dans les puits de pétrole dont la production est en déclin aux fins de récupération secondaire.

Il est à noter à cet égard que la plus grande partie de la production actuelle de South Pars est destinée à ces opérations de réinjection et, surtout, au marché intérieur.

On remarquera qu'au bilan ci-dessus exposé l'énergie nucléaire est absente si elle ne l'est pas des médias et des débats politiques internationaux centrés sur le nucléaire à fins militaires. Il convient cependant de souligner que le problème de l'énergie nucléaire n'est pas une nouveauté en ce qui concerne l'Iran. Dès 1967 en effet le Shah s'adressait à des experts américains et français en vue de la création d'une industrie nucléaire et, dès 1973, un contrat est conclu avec les Allemands pour la construction de deux centrales nucléaires de 1 200 MW devant être implantées à Bushehr dans le sud ouest du pays, sur le golfe Persique. Cette construction, d'un montant de 12 milliards de US dollars, fut stoppée en 1979 lors de la révolution Khomeyniste alors qu'elle en était à peu près à 85%.

En 1974, une commande avait été passée avec la France pour la construction de deux autres centrales de 900 MW mais la réalisation ne put être entreprise pas plus que ne furent confirmées les options prises en 1977 pour 2 autres centrales par la France, 2 par l'Allemagne et 8 par des entreprises américaines. C'est donc un total de 16 centrales nucléaires d'une capacité totale de 23 000 MW qui était prévu par le Shah.

Depuis lors, sont survenues d'une part la révolution de 1979 puis la guerre avec l'Irak au cours de laquelle les centrales inachevées de Bushehr ont été sévèrement bombardées et en grande partie détruites. Après la guerre, le gouvernement iranien conclut en 1995 un contrat avec la Russie pour remettre en état et terminer la construction des centrales. Les travaux, dont le terme fut plusieurs fois repoussé, se poursuivent.

En 2005, un nouvel accord avec Moscou eut pour objet la fourniture par la Russie du combustible pour la centrale de Bushehr. Enfin, l'administration Iranienne pour l'Energie Nucléaire a entrepris des études pour une centrale de 5 000 MW et envisage même la possibilité d'y ajouter 20 000 MW de capacité.

Il est ainsi évident que la politique nucléaire du Shah d'abord rejetée par les nouveaux maîtres de l'Iran a été reprise pour les mêmes raisons qui amenèrent le souverain à l'entreprendre, c'est-à-dire la production d'électricité permettant d'éco-

nomiser le pétrole et le gaz naturel. En effet, en dépit des immenses réserves d'hydrocarbures que recèle le sous-sol iranien, il est tout à fait raisonnable pour un pays producteur comme l'Iran de recourir au nucléaire pour sa production d'électricité et de réserver le pétrole et le gaz à d'autres usages et surtout à l'exportation. De plus, il est certain que si, à partir de 40 dollars le baril l'électricité nucléaire devient très rentable, à fortiori quand il avoisine les 100 dollars. La politique « prix du brut-nucléaire » semble bien d'ailleurs avoir été celle du Shah.

L'inconvénient du type géostratégique à ce parcours nucléaire est qu'une fois maîtrisée la technologie du nucléaire civil, la route est ouverte au nucléaire militaire or, dans l'état actuel de la situation au Moyen Orient et du régime politique de l'Iran, on conçoit que des inquiétudes se manifestent à cet égard encore que ces mêmes inquiétudes ne semblent pas se manifester en ce qui concerne le Pakistan, pays à l'équilibre politique fragile, qui possède lui l'arme nucléaire. Des informations récentes semblent cependant de nature à diminuer l'imminence du risque – s'il y en a vraiment un – alors que certains roulements sourds de tambour de guerre commençaient à se faire entendre aux Etats-Unis concernant la bombe iranienne encore hypothétique, à l'instar de leur bruit devenu assourdissant comme on le sait à propos des armes de destruction massive inexistantes de Saddam Hussein...

Les remarques ci-dessus nous amènent à considérer la situation générale de l'Iran dans le contexte géopolitique actuel de cette région du monde. Géant pétrolier indiscutable au potentiel peut-être encore plus grand que celui de l'Arabie Saoudite compte tenu de ses réserves de gaz naturel, l'Iran souffre cependant de plusieurs problèmes et rencontre de nombreux obstacles tant pour son développement que pour sa situation sur la scène internationale.

Le premier problème tient évidemment à la situation économique et sociale du pays, lui-même résultant du système de gouvernement qui a, entre autres choses, l'effet bien connu de stérilisation qui caractérise les pays non développés producteurs et dépendants de leur richesse pétrolière. Nous avons vu certains effets pervers de la politique menée avec, il est vrai, des signes que les autorités iraniennes ne méconnaissent pas ces difficultés et essaient d'y remédier. Le grand problème à cet égard reste celui des investissements étrangers indispensables pour faire face, notamment, aux investissements en matière pétrolière et gazière pour parvenir aux objectifs du plan de développement. Bien entendu, le système politique du pays est

en cause avec les incertitudes qu'il suscite et, il faut le dire, la politique américaine d'embargo et d'isolement du pays.

Cet ensemble d'éléments joints à la conjoncture internationale aboutit à la situation ambiguë actuelle de l'Iran. Grand pays de vieille civilisation, riche de matières premières essentielles au monde, situé géographiquement et géostratégiquement de façon idéale non seulement pour le grand jeu pétrolier mais dans les relations est-ouest au confluent du Moyen Orient, de l'Asie Centrale et du sous-continent indien, l'Iran n'a pas la place qui devrait être la sienne. S'y ajoute des errements en politique extérieure comme l'ingérence dans les affaires arabes qui d'un éventuel arbitre fait de l'Iran un partisan.

L'autre face est celle de la politique hégémonique des Etats-Unis qui ont entrepris de plier le Moyen Orient à leur politique de « Nouvel Ordre Mondial », objectif réel de l'invasion de l'Irak, seul à n'être pas dans la mouvance américaine et riche en pétrole, c'est exactement la situation de l'Iran aujourd'hui.

Prenons par exemple le cas de la Mer Caspienne et celui des hydrocarbures de cette région :

Depuis l'implosion de l'Union Soviétique, cinq Etats en sont désormais les riverains et le statut précédent de cette mer intérieure est devenu obsolète mettant un frein à la recherche et à l'exploitation pétrolière. Dans ce domaine comme dans celui de l'évacuation des hydrocarbures des pays producteurs enclavés, l'Iran qui, logiquement, devrait être partie prenante dans la Caspienne et le véhicule idéal et le plus rentable pour cette évacuation fait aujourd'hui paradoxalement figure de pays enclavé en raison de l'encercllement militaire, politique et économique du pays par les Etats-Unis. C'est ainsi, entre autre, que les dirigeants américains ont pesé de tout leur poids pour la construction d'un oléoduc à la rentabilité douteuse Bakou-Tbilissi-Ceyhan en Turquie au lieu de la voie directe et naturelle qui est celle de l'Iran.

L'ensemble riche en hydrocarbures constitué par Proche Orient, Caspienne, Iran où ce dernier joue un rôle stratégique de première importance est au centre de l'action politique des Etats-Unis pour s'assurer son contrôle. Il est donc évident que l'Iran et sa volonté supposée – sans doute réelle – de disposer à terme de l'arme nucléaire représente un risque évident dans cet ensemble aux équilibres fragiles.

Iran : énergie et géopolitique

Une première réponse serait sûrement une évolution de la politique intérieure et extérieure de l'Iran mais suffira-t-elle à infléchir la politique américaine de contrôle de cette région du monde ? L'Iran sera-t-il indéfiniment empêché d'être une puissance nucléaire comme le sont déjà le Pakistan, Israël et l'Inde proches alors qu'une possession éventuelle de cette arme lui donnerait un prestige, un pouvoir politique accru et un moyen de dissuasion que son importance et la situation géostratégique justifieraient ?

Quoiqu'il en soit, la question des approvisionnements en hydrocarbures est, dans cette région indissociable des crises politiques, d'une part parce qu'il est un des paramètres évidents, d'autre part parce que de graves perturbations de ces approvisionnements en seraient une conséquence inévitable.

* Consultant pétrolier international avec une carrière internationale de plus de 30 ans dans l'industrie pétrolière dont 20 ans au sein d'un grand groupe pétrolier français. Il a été aussi Conseiller juridique pour l'énergie à la Banque Mondiale.

